

Publication de la



Société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS,

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX

DES SLAVES DE POLOGNE, DE BOHÈME, DE HONGRIE ET D'ORIENT,

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé. . . 40 c.

Pour Paris :

Trois mois. 1 fr. 25
Six mois. 2 50
Un an. 5 »

Pour la province et l'étranger :

Trois mois. 2 fr. 50 c.
Six mois. 5
Un an. 20

On s'abonne à la librairie de Blosse, passage du Commerce, 7, à Paris.

LA POLOGNE s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.
N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressés à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, CYPRIEN ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de Médecine, à Paris.

2^e Année. — Numéro 27. — 25 Novembre 1849.

Les demandes des Slaves en Autriche.

On croyait avoir étouffé, à coups de canon, les réclamations et les cris des nationalités opprimées : et voilà, qu'après le triomphe de la force brutale, les pétitions, les menaces et les cris recommencent plus énergiques que jamais. Les Croates et les Serbes surtout se signalent par l'opiniâtreté de leurs protestations combinées. La publication de la charte générale autrichienne, dans leurs provinces, devait, dit-on, abolir d'un coup toutes les institutions locales et les usages du passé. Mal préparés à repousser cette publication, qu'appuyaient à la fois leur ban Ielatchitj et les bayonnettes de Haynau, ces peuples ont courbé la tête, comme le roseau sous l'orage. Mais, la tempête passée, Serbes et Croates se relèvent aussi forts, aussi slaves que naguère, réclamant de l'Autriche l'autonomie solennellement promise.

Les délégués Croates eux-mêmes, envoyés par le ban à Vienne, commencent à se repentir de leur longue servilité : ils se joignent à tous leurs concitoyens, pour demander le maintien des anciens droits municipaux de la Croatie, parallèlement aux droits nouveaux, issus de la charte octroyée ; c'est-à-dire, qu'ils réclament l'annulation, pour leur pays, des bases même de cette charte, fondée toute entière sur la centralisation. Ce principe n'est accepté nulle part chez les Slaves. La Voïevodie serbe, qu'on pensait avoir enterrée, reparait plus embarrassante que jamais, avec sa délégation, et son patriarche Raiatchitj, dont, malgré tout, on n'a pu faire un esclave.

En dépit de tous ses subterfuges pour y échapper, le gouvernement sent la nécessité de restituer à la Voïevodie son existence autonome. La monstrueuse organisation de la *granitsa* (frontière militaire) est elle-même sur le point de s'é-

crouler. Le projet, du ban Ielatchitj, de combiner la liberté civile avec l'arbitraire et les exigences du service militaire, pour tous les habitants, de 18 jusqu'à 50 ans, ce projet, dont on vantait, à Vienne, le *grandiose caractère*, n'a séduit aucun slave, malgré les belles couleurs que le ban savait lui donner. Les pauvres *granitchars* ont trouvé des défenseurs, qu'aucune accusation, aucune calomnie n'a pu ébranler. « On nous appelle, dit la *Sud-Slawische-Zeitung*, des démocrates, des avocats, des émeutiers, parce que nous soutenons que la frontière militaire est mécontente de son sort. Mais, croit-on que ces héroïques populations n'ont pas, elles aussi, le sentiment de leurs droits et de leur égalité politique, vis à vis de leurs voisins ? Les croit-on toujours prêtes à se lever en masse, pour aller sauver l'Autriche ? 140 mille hommes de troupes de frontière, sans l'artillerie et sans le *Chereg* de Dalmatie ; c'est là un très-beau spectacle pour Messieurs du cabinet. Mais qu'ils se disent bien qu'ils en ont joui une fois pour toujours. »

« En supposant, écrit de son côté le *Slavenski Jug*, une conscription équitable pour les 37 millions d'âmes de l'empire fédéral autrichien, on doit établir l'impôt du sang, de telle manière, que chaque peuple y contribue dans la proportion exacte du nombre de ses enfants. Alors seulement aucun d'eux ne pourra plus se plaindre d'être l'esclave et l'instrument des autres. Dans ce cas, sur les 500 mille hommes de l'armée impériale, le million et demi d'habitants des deux royaumes de Croatie et Slavonie avec leur frontière, ne sera tenu qu'à fournir 20 mille recrues. Telle est notre contingent militaire, d'après le principe de l'égalité absolue de tous les peuples devant la loi. »

Combien il y a loin du fait existant à cette demande, pourtant

si légitime des Serbes et des Croates ! Combien la charte octroyée elle-même ne se trouve-t-elle pas en contradiction avec l'horrible système de la frontière militaire, qui constitue cent mille parias, sans cesse armés contre la liberté, au dedans comme au dehors, et instruments, malgré eux, de l'oppression de leur propre race ! Ces malheureux garde-frontières du despotisme languissent, pendant leur enfance sous la férule de leurs rares pédagogues allemands ; dans la jeunesse sous le bâton de leurs caporaux allemands : dans leur âge mûr, la langue allemande est encore leur unique moyen de s'insinuer auprès de leurs supérieurs. En un mot, le germanisme les poursuit comme un vampire maudit, mais inévitable, du berceau jusqu'à la tombe.

Cependant, la Constitution autrichienne elle-même promet aux Serbes et aux Croates que tout l'enseignement de leurs écoles, hautes et basses, aura lieu en langue nationale, que leurs tribunaux, que leur administration intérieure sera toute entière indigène. Au lieu de cela, qu'ont obtenu jusqu'à présent ces peuples ? Des persécutions à l'infini. Tous leurs efforts, pour émanciper leur langue, et pour réunir les divers éléments géographiques de leur nationalité, juxtaposés par la nature, mais que la plus perfide politique tient séparés, tout cela est dénoncé, par les hommes du pouvoir, comme des crimes de haute trahison. Mais, le teutonisme autrichien a beau faire, il ne peut plus réprimer longtemps encore l'explosion vengeresse du slavisme.

Les demandes des Slaves se trouvent heureusement dans un accord parfait avec les désirs intimes des autres races opprimées. Les Slaves veulent en finir avec ces démembrements de nationalités, avec ces morcellements factices d'unités indivisibles. Ainsi, les granitchars serbes exigent leur réunion définitive à la Voïevodie serbe ; les granitchars croates refusent pour eux tout statut qui serait distinct et à part de celui de la Croatie. En même temps, la Croatie, la Slavonie et la Voïevodie serbe entendent ne plus former administrativement qu'un seul corps, avec une diète unique. Les mêmes protestations, contre le germanisme, et les mêmes vœux pour l'unité arrivent à Vienne, des provinces dites Illyriennes. La Styrie slave, la Carinthie et la Carniole sont d'accord à réclamer leur réunion en un seul *kronland*, ou État, sous le nom général et national de *Slovenia* (Illyrie). Tous les Slovènes protestent contre les antiques barrières que l'on voudrait relever entre leurs districts respectifs.

Les Slaves prétendent faire prévaloir le principe des démarcations ethnographiques, dans la fixation des limites de chaque province. Ils exigent l'application franche et impartiale de cette règle pour tous, comme pour eux-mêmes. Aussi appuient-ils les réclamations des Roumains de la Bukovine et de la Transylvanie, qui demandent à ne plus former qu'un même État, à peu près comme les Bohèmes et les Moraves, que l'Autriche s'obstine à séparer, et qui n'en forment pas moins une seule et unique nationalité.

À ces demandes bien nettes et bien formelles des Slaves, quelle est la réponse du cabinet de Vienne ? Elle est ce qu'elle fut toujours, ce qu'elle restera jusqu'à la fin. — *Divide et*

impera viribus unitis. Encore, si ce maintien à tout prix, des rivalités internationales, si ces démembrements, ces mutilations incessantes du territoire de chaque peuple, se produisaient du moins sous des formes constitutionnelles ! « Mais, dit la presse même de Vienne, le ministère actuel ne veut, ni ne saurait vouloir octroyer aux divers peuples et *kronländer* de l'empire, les statuts particuliers qui leur sont promis par la charte. Or, tant que la publication de ces statuts restera ajournée, il n'y a pas à songer de voir se réunir un véritable parlement autrichien. » Ainsi, l'Autriche est repoussée, comme fatalement, vers son ancien despotisme. Ainsi, la liberté et l'Autriche sont deux choses inconciliables, deux termes qui s'excluent.

Appréciation

des paroles d'un Ruthénien à ses frères slaves.

(Slovo Rusina ku wszej braci szczepu Slovianskiego, Paris, 1849).

La dernière révolution qui, née sur le sol volcanique de l'Occident, vient de traverser l'Europe presque entière, ébranlant les trônes et foulant aux pieds les couronnes, jusqu'à ce qu'elle soit venue se briser dans son choc contre les frontières de fer de la Russie, cette révolution a enfin jeté les peuples slaves sur la scène du monde politique. Après avoir languì durant des siècles sous le joug de gouvernements étrangers, ces peuples ont enfin senti s'éveiller en eux l'esprit d'indépendance et de nationalité. Aucune force au monde n'arrêtera plus leur développement nécessaire. C'est aux hommes préoccupés de l'avenir qu'il appartient d'éclairer l'opinion sur les tendances trop ignorées de cette grande race, et sur sa mission providentielle en Europe.

Parmi les ouvrages publiés dans ce but, nous devons signaler une brochure nouvelle, parue il y a quelques mois en polonais sous le titre : *Paroles d'un ruthénien à tous ses frères de race slave, sur le slavisme*. L'auteur qui se dit ruthénien est inconnu. La tendance de ses idées et son langage indiquent seulement qu'il est prêtre de l'église greco-slave catholique. Par la gravité des questions qu'il traite au double point de vue de l'intérêt du catholicisme et du progrès de la civilisation européenne, cet ouvrage mérite une appréciation sérieuse : nous en donnerons d'abord un rapide résumé.

L'auteur commence par raconter l'introduction du christianisme chez les Slaves, à la suite des prédications simultanées des prêtres de Rome et de Byzance, depuis l'illyrien Saint-Jérôme au quatrième siècle jusqu'aux apôtres bulgares, Cyrille et Méthode envoyés au neuvième siècle par le patriarche de Constantinople, saint Ignace, le célèbre adversaire du schismatique Photius. Cyrille et Méthode appartenaient à l'église grecque. Toutefois, défenseurs du catholicisme, dont Photius déchirait l'unité, ils se tournèrent vers Rome ; et c'est de là qu'ils reçurent leur mission avec la dignité épiscopale. Ils introduisirent partout chez les Slaves le rite

grec, mais doué d'une grâce particulière et d'une profonde connaissance de leur nation, ils firent de la langue slave une des langues de l'église, en dotant leurs néophytes d'une traduction de l'écriture sainte. Cette *naturalisation*, comme l'auteur s'exprime, du christianisme, a excité de la part du clergé allemand beaucoup de récriminations et de jalousies. Il voyait d'un mauvais œil cette barrière que les saints apôtres élevaient contre la tendance du germanisme à dénationaliser les Slaves. Les évêques allemands portèrent à Rome des plaintes réitérées, et les apôtres slaves furent obligés de s'y rendre pour se justifier. Ce fait prouve à l'évidence que la conversion des Slaves, par Cyrille et Méthode, s'est opérée au sein de l'église catholique, malgré qu'elle ait eu lieu au moment même où Photius semait le schisme; et malgré que les Slaves aient adopté le rite grec.

Les Ruthéniens et les Russes entrèrent les derniers au giron du christianisme, vers la fin du dixième siècle sous le règne du grand duc Vladimir, vénéré comme saint par l'église. Ils reçurent la foi de Constantinople, mais ce fut durant cette période de réconciliation avec le saint-siège, qui succéda en Grèce à la révolte de Photius: par conséquent il n'existe aucun motif de douter que la conversion de tous les Slaves se soit opérée dans l'esprit catholique.

Peu à peu l'influence du clergé allemand a fait passer au rite latin ceux des Slaves occidentaux qui appartenaient au rite grec, comme les Bohêmes, Moraves et autres; mais la grande majorité de la race, les Ruthéniens, les Russes, les Serbes, les Bulgares sont restés fidèles à l'ancien rite. Après le renouvellement du schisme par le patriarche Michel Cérulaire, les Slaves de rite grec, liés avec Byzance par de continuelles relations, et tellement éloignés de Rome, suivirent l'exemple des Grecs, quoique leur défection n'ait eu lieu que lentement et après beaucoup d'hésitations.

L'auteur jette ensuite un coup d'œil sur le concile de Lyon en 1274, et sur celui de Florence en 1438 qui avaient pour but la réconciliation de l'église grecque. Ce dernier surtout est à ses yeux très-important par ses travaux et parce qu'il s'y trouvait aussi le métropolite de Kiïov, Isidore, depuis patriarche de Constantinople, et cardinal de l'église romaine. Isidore était un des plus fervents partisans de l'union. Malheureusement ses plans échouèrent en Grèce devant l'orgueilleuse opiniâtreté de Marc d'Ephèse, et devant la conquête de Constantinople par les Turcs, arrivée malgré que les deux premiers successeurs du patriarche Joseph fussent restés fidèles au catholicisme. Dans les pays slaves Isidore échoua également devant la politique du grand duc de Moscovie, Basile, surnommé l'Aveugle. Ce prince, monté sur le trône d'un empire nouvellement formé, et qui, depuis est devenu l'empire russe, avait déjà conçu le projet de dominer sur l'église. Et cette prétention, triste héritage du bas empire, se montre depuis lors à chaque page de l'histoire russe, jusqu'à ce que Pierre-le-Grand eut enfin la hardiesse d'en faire la base même de son gouvernement.

Le grand duc Basile exploita habilement l'occasion de se

débarrasser, du même coup, et de la dépendance spirituelle des métropolites de Kiïov et de la suprématie onéreuse de Byzance. Le clergé et les boyards convoqués par lui en une espèce de concile, déclarèrent Isidore coupable d'apostasie et le condamnèrent à être brûlé vif, supplice auquel il n'échappa que par une fuite presque miraculeuse. Malgré ce grave échec, les papes, sauf quelques rares exceptions, ne cessèrent pas de protéger le rite grec et la langue slavone. A l'appui de cette assertion, l'auteur mentionne, outre les conciles de Lyon et de Florence, les bulles des papes Adrien II, Jean VIII, Innocent IV, Léon X, Clément VIII, Urbain VIII, Paul V et Benoît XIV. Quelques-uns de ces pontifes allèrent jusqu'à protéger l'emploi de la langue slavone même pour la liturgie latine, emploi qu'on voit commencer dès le treizième siècle.

Dans ce but on imprimait à Rome avec les caractères appelés *glagolitiques*, très différents de ceux des Slaves de rite grec, des missels slavons pour l'usage des Slaves du rite latin. Mais trop souvent, et en dépit des défenses du saint-siège, le clergé et l'épiscopat latin se sont rendus coupables de grands torts envers l'église greco-slave catholique. L'auteur attribue ces torts à l'ignorance des choses slaves, aux rapports inexacts des missionnaires latins, et à l'organisation vicieuse des *dicastères* ecclésiastiques à Rome. Car le collège des cardinaux, qui devrait être le vrai sénat de l'église universelle, à l'instar de tous les dicastères de Rome, n'est composé que de prélats du rite latin, étrangers aux langues et aux usages greco-slaves, et incapables de les bien apprécier.

Heureusement la papauté, tribunal en dernier appel et refuge de toutes les églises d'Orient, comme de celles d'Occident, tempéra presque toujours ce que la propagande latine des cardinaux avait de partial et d'exclusif, dans ses rapports avec les églises de rite non latin. Ces remarques conduisent l'auteur à demander humblement, si sa parole peut parvenir jusqu'au trône pontifical, qu'aux cardinaux latins soient adjoints, dans le sacré collège, des cardinaux de tous les autres rites catholiques, et qu'il soit formé à Rome une commission composée de prêtres orientaux, pour éclairer l'opinion sur toutes les affaires ecclésiastiques de l'Orient.

L'auteur considère cette mesure comme l'unique voie qui reste encore ouverte au saint-siège, pour combattre le schisme greco-russe. Ensuite étudiant ce schisme au point de vue purement humain, et dans ses résultats politiques, il reconnaît qu'il a fortement contribué à conserver la nationalité des Slaves, sous le joug des Tatars et des Turcs. Mais cet utile et noble résultat, le schisme ne l'a obtenu qu'à cause de sa liturgie en langue slavone, héritage du catholicisme. En outre puissante pour conserver, l'église schismatique est stérile pour produire. Elle maintient, on peut dire, à l'état de congélation l'esprit vital et les facultés morales des Slaves. Elle leur a enlevé jusqu'au sentiment de la liberté et de la conscience individuelle. D'où il suit que chez les schismatiques la vie intérieure n'existe plus. Il

ne leur reste que des formules, des lettres mortes, auxquelles ils s'attachent avec d'autant plus de tenacité.

Dès lors il est devenu facile aux gouvernements temporels d'enchaîner partout cette église au pied du trône. Les patriarches de Byzance, depuis leur séparation du catholicisme, n'étaient déjà plus que les serviteurs des empereurs grecs, avant de le devenir des sultans. Cette dépendance de l'église a atteint son apogée en Russie, où depuis Pierre le Grand l'empereur est devenu chef de fait de son église, et la gouverne par un officier qui tient sa place au saint synode. En un mot l'ignorance, la dépravation et l'esclavage, voilà les fruits amers du schisme.

UN PRÊTRE DE L'ÉGLISE GRÉCO-SLAVE CATHOLIQUE.

NOUVELLES.

TURQUIE.

Pendant que certains journaux annoncent que les généraux Lüders et Duhamel retirent de la Moldo-Valachie toutes les troupes russes, dépassant le chiffre de 40,000 hommes, fixé par la convention de Balta-Liman, d'autres constatent au contraire l'entrée de l'escadre anglaise de l'amiral Parker, dans les Dardanelles, d'accord avec la France et avec le sultan, pour refouler au besoin, à coups de canon, la Russie, loin des frontières ottomanes.

— Les armements de la Porte se poursuivent sans relâche, en Asie-Mineure et jusqu'en Egypte, dont le chef héréditaire, Abbas-Pacha, après avoir déjà envoyé une partie de sa flotte au sultan, travaille activement à mettre le reste de ses vaisseaux en état de tenir la mer.

— La Bosnie paraît décidément apaisée par les concessions du divan, qui se met, dit-on, en mesure de faire droit également aux demandes des Bulgares, dont l'amitié est en effet pour lui la chose la plus indispensable.

— *Serbie.* — D'immenses préparatifs de guerre ont lieu en Serbie. Le sénat a fait inviter tout citoyen, qui n'aurait pas encore de fusil, à s'en procurer le plus vite possible. Dans tous les villages, les paysans, organisés en gardes nationales, s'exercent sans relâche à la manœuvre. Le parti russe et le parti national de Serbie attendent, avec une égale impatience, l'ouverture des hostilités entre la Porte et la Russie; car ils y voient une chance d'agrandissement pour leur patrie.

— Le parti national serbe promet aux Turcs de se montrer neutre dans leur guerre contre la Russie; il ne leur promet rien de plus. Ces dispositions, peu rassurantes pour la Porte, ne changeront que dans une seule hypothèse: celle où la Porte ferait droit à certaines demandes de la Serbie, dont une des principales, et la plus chère au prince Alexandre, est l'ouverture d'une route commerciale serbe, à travers la Turquie et les *Berda* indépendants, jusqu'à l'Adriatique. Cette concession minime affranchirait la Serbie et tous les slaves de Turquie du monopole commercial de l'Autriche, en leur ouvrant un débouché spécial, autre que Fiume ou Trieste. Les consuls sarde et anglais de Belgrad goûtent fort ce projet, auquel l'Italie, l'Angleterre, et le commerce français lui-même auraient beaucoup à gagner.

— *Samos.* — La petite République de Samos est sur le point d'obtenir pleine justice du divan. L'amiral Mustapha-Pacha, ayant reconnu l'équité de leurs demandes, a expédié à Constantinople une délégation de neuf primats élus par le peuple, pour arranger l'affaire. On sait que Samos a été donnée en fief au prince Vogorides, pour le récompenser d'avoir autrefois trahi les intérêts de la Grèce. Mais l'île conserve le privilège de se gouverner elle-même. Les agents du prince n'ont que le droit d'y prélever l'impôt. Or, sous prétexte d'exercer ce droit, ils accablent les habitants d'avaries. La

Porte paraît sentir enfin la nécessité de mettre un terme à cet état de choses.

RUSSIE.

Ce qu'on devait le plus craindre commence à se réaliser. La Russie prend en Orient l'initiative libérale et la défense des nationalités dédaignées par l'Occident. Ce n'est plus l'extradition des réfugiés que le cabinet de Pétersbourg demande à Fuad-Effendi. Ce qu'il réclame, c'est l'émancipation complète de la Moldavie, de la Valachie et de la Serbie, et l'extension du royaume de la Grèce jusqu'à ses frontières naturelles en Albanie et en Macédoine.

— La preuve des grands projets du tsar contre l'Europe, c'est la résolution que montre son cabinet de pacifier à tout prix le Caucase, en faisant à ses tribus les plus larges concessions possibles, afin d'avoir ensuite les mains libres et de pouvoir les étendre à son gré soit sur l'Allemagne, soit sur la Turquie.

On assure que les conditions de paix, offertes aux Circassiens par les Russes, sont: l'abandon de toutes les forteresses, à l'exception de celles de Surm-Kalé et d'Anapa, et l'indépendance de la Circassie, sous le protectorat de la Russie, avec faculté, pour celle-ci, d'y faire des recrutements volontaires. Les Circassiens ont repoussé ces propositions, et ont envoyé, au contraire, des délégués au sultan, pour lui offrir leur concours contre l'ennemi commun.

— *Pologne.* — Il y a à peine quelques mois que la Pologne a livré au tsar son contingent de recrues de 1849, et voilà que de nouveau on vient réclamer le tribut du sang. La levée de 1850, établie sur la proportion de 12 hommes sur mille, s'exécute dans toutes les provinces, et devra être achevée même avant le nouvel an.

AUTRICHE.

Le cabinet de Vienne travaille de toutes ses forces à isoler la Prusse en concluant contre elle, avec le midi de l'Allemagne, une union douanière, dite austro-allemande, dont le but serait l'exploitation, à frais et à profits communs, du Danube, de l'Italie et de l'Orient. Pour obtenir l'adhésion des Allemands à ce pacte, l'Autriche leur promet d'immenses concessions de terrains dans ses provinces slaves et magyares. De cette manière, la Hongrie et toutes ses annexes slaves, jusqu'à Cataro et à l'Albanie, seraient bientôt aussi germanisées que la Bohême et la Pologne.

— De la constitution d'un pouvoir central allemand il n'est plus sérieusement question qu'à Berlin. Quand aux nombreux petits rois que la Prusse a remis sur leurs trônes, les ingrats se tournent tous vers l'Autriche, comme vers le soleil levant. L'armée autrichienne de Bohême se renforce chaque jour, et on appelle ironiquement ce corps d'observation *les troupes auxiliaires* du roi de Prusse. Voilà où les horreurs de Rastadt contre les démocrates rhénans ont conduit le cabinet prussien.

HONGRIE.

— Le 1^{er} novembre on élevait encore à 378 le nombre des détenus politiques de Pest, destinés à des supplices divers. On n'en parle pas moins de donner le nom de Haynau à une des places de Presbourg, qui, par une circonstance bizarre s'appelait auparavant *Place de la Miséricorde*. Il serait difficile d'imaginer une plus sanglante épigramme.

— L'horreur causée par l'exécution du jeune prince Voronicki, se propage parmi ses compatriotes polonais. Quant à son compagnon, Charles d'Avancourt, que des journaux de Paris avaient signalé comme appartenant à la France par sa nationalité, si l'on en juge par le texte de sa sentence, il était Galicien, né à Léopol; et il languissait déjà depuis 1841 comme conspirateur, dans les fers de l'Autriche, lorsque la révolution de 1848 vint délier pour si peu de temps son bras vengeur.

CYPRIEN ROBERT.

Montmartre. — Imp. PILLOY frères et c^{ie}, boulevard Pigale, 48